

Quels sont les profils des jeunes qui ne s'inscrivent pas dans des situations d'emploi durable et progressif ?

Comparaison PACA/France

Anne-Sophie Dumortier^{*}, Cécile Reveille-Dongradi^{*} et Camille Stephanus^{*}

Les situations d'insertion des jeunes sont plus difficiles en Provence – Alpes – Côte d'Azur (PACA) qu'en France entière, comme le montrent les résultats des différentes enquêtes Génération (1998, 2004 et 2010) en région (Reveille-Dongradi et *alii*, 2004 ; Reveille-Dongradi, 2012 et Dumortier et Reveille-Dongradi, 2015). En effet, les parcours de transition école-entreprise des sortants du système éducatif régional apparaissent moins linéaires, plus longs, plus complexes et instables, qu'au niveau national.

Pour autant, les non-diplômés s'en sortent mieux en région, même si leur insertion professionnelle demeure toujours plus compliquée comparativement aux jeunes diplômés.

Porter un regard sur la Génération 2010 interrogée en 2013 et plus particulièrement sur les personnes maintenues aux marges de l'emploi, en sortie d'emploi ou en retour à la formation, plus nombreuses en PACA qu'en moyenne sur la France (36 % pour 32 %), permet de poursuivre la réflexion régionale déjà engagée dans le cadre du contrat de plan régional de développement des formations professionnelles (CPRDFP). Signé par l'État et la Région en janvier 2012, ce contrat, élaboré avec les partenaires sociaux, définit cinq orientations générales de développement des formations professionnelles jusqu'en 2015 :

1. Permettre l'accès à une première qualification et l'élévation du niveau de qualification pour tous ;
2. Assurer la continuité professionnelle pour tous ;
3. Prendre en compte les enjeux du développement soutenable ;
4. Lutter contre les discriminations ;
5. Assurer l'égalité femmes-hommes.

Cet article s'inscrit dans les deux premières orientations. Dans un contexte de crise économique et de complexification d'accès au marché du travail au début des années 2010, les pouvoirs publics ont dirigé leurs politiques de formation et d'emploi vers les populations en difficulté. Dès 2009, une nouvelle politique pour la jeunesse est mise en place, avec en point d'orgue le plan *Agir pour la jeunesse* (septembre 2009) qui prévoit entre autre le RSA jeunes, la lutte contre le décrochage scolaire, la mise en place d'un service public de l'orientation, le renforcement de l'alternance et du contrat d'insertion dans la vie sociale (Civis), la création du service civique en 2010. Ainsi, la tranche d'âge globale des 15-26 ans est prise en compte. Ces politiques se sont poursuivies, avec par exemple la création des emplois d'avenir (EAV) en 2012 à destination des jeunes de 16 à 25 ans. Il est donc opportun de bien cerner l'évolution des situations de travail de ce public afin d'adapter au mieux les politiques qui leurs sont destinées.

Dans le prolongement des travaux de l'ORM réalisés sur les générations précédentes, l'objectif de cette contribution est ainsi de se focaliser sur la population des jeunes sortant du système scolaire en 2010 et non inscrits dans des trajectoires d'emploi durable et progressif au cours de leurs trois premières années de vie active. Après une analyse rapide des conditions d'accès à l'emploi des jeunes de la Génération 2010 en PACA et la définition des différentes trajectoires, la seconde partie se concentrera sur les spécificités de la région PACA comparativement à la France en ce qui concerne

^{*} Observatoire régional des métiers, observatoire régional emploi-formation (OREF) de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

la situation des jeunes de la région inscrits dans une trajectoire d'emploi non durable et sur les déterminants qui accentuent les risques de s'y inscrire.

1. L'insertion professionnelle en Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA)

La première partie de cet article présente les conditions d'accès à l'emploi de la Génération 2010 et analyse les trajectoires types d'insertion des jeunes de la région comparativement à celle de la France (Dumortier et Reveille-Dongradi, 2015).

Le choix a été fait ici d'appliquer la typologie identifiée au niveau national sur les données régionales. En effet, aucune différence fondamentale dans ces trajectoires n'est observée lors de l'analyse d'une typologie PACA *ad hoc*. Conserver cette typologie nous permet ainsi de comparer les situations PACA/France.

1.1. Une insertion professionnelle plus difficile au cours des trois années suivant la sortie du système éducatif

En 2010, en PACA, 55 100 jeunes sont sortis du système éducatif pour entrer pleinement dans la vie active, soit 8 % des sortants sur l'ensemble de la France. La répartition des sortants de la Génération 2010 par grands niveaux de diplômes est équivalente en PACA et en France (tableau 1), à l'exception des non-diplômés. Comme par le passé, la proportion de jeunes non-diplômés est plus élevée au niveau régional (20 %) qu'au niveau national (17 %).

Parmi les pistes explicatives des sorties du système éducatif sans diplôme, les principales sont relatives à des difficultés financières, à un déficit d'accès à des ressources culturelles et à une moindre connaissance du monde de l'éducation. Or, la région PACA était en 2009 la 4^e région française la plus touchée par la pauvreté.

Par ailleurs, la population immigrée y est plus importante (10 % de la population régionale contre 8,5 % en France), de même que la proportion d'immigrés et d'enfants d'immigrés parmi les non-diplômés. Ces jeunes sont moins souvent diplômés que l'ensemble des sortants du système éducatif car leur parcours scolaire est généralement de plus courte durée (Inthavong et Landrier, 2012).

Les jeunes de la région privilégient la voie générale et l'apprentissage au cours de leurs études (tableau 1). Les collégiens régionaux optent plutôt pour la poursuite d'études en seconde générale ou technologique. Après le bac, 40 % des jeunes s'orientent vers l'enseignement universitaire contre 37 % en France. Enfin, 21 % des jeunes sortants du système éducatif en 2010 sont issus de l'apprentissage contre 18 % en France.

À noter qu'en PACA, la Région a historiquement développé l'apprentissage aux niveaux CAP-BEP et bac. L'apprentissage dans le supérieur n'a pas été l'une de ses priorités.

Trois ans après leur sortie du système éducatif en PACA, 64 % des jeunes exercent une activité professionnelle alors qu'ils sont 67 % à être dans ce cas en France. Leurs conditions d'emploi sont plus défavorables : 60 % ont un emploi à durée indéterminée (EDI : non-salarié, CDI, fonctionnaire) contre 66 % en France, 19 % ont un contrat à temps partiel contre 16 % en France et les salaires sont globalement inférieurs en région.

Pour autant, le diplôme continue à protéger du chômage et à favoriser l'accès à un emploi stable. En PACA, les trois quarts des diplômés de bac + 5 et plus ont occupé au moins un emploi à durée indéterminée au cours des trois premières années de vie active contre seulement 55 % des bacheliers et 57 % des titulaires d'un CAP-BEP. Les jeunes sans diplôme sont presque deux fois moins

nombreux à occuper un emploi au bout des trois ans que les diplômés de bac + 5 et plus (respectivement 44 % et 82 % en PACA).

Au cours des trois premières années de vie active, 9 jeunes sur 10 de la Génération 2010 ont eu au moins un emploi. Néanmoins, ce sont davantage des emplois à durée déterminée (EDD : intérim, contrat aidé ou CDD) qui accompagnent les premiers pas dans la vie active pour deux tiers des jeunes de la région. 41 % n'ont même jamais connu d'EDI durant cette période (38 % en France).

La principale spécificité de la région, comparativement à la France, concerne les jeunes non diplômés qui, bien qu'en plus grand nombre, connaissent une insertion professionnelle finalement moins difficile qu'en France. Ils sont plus nombreux à avoir occupé au moins un emploi au cours des trois premières années de leur insertion (78 % en PACA contre 72 % en France). Au printemps 2013, ils ont moins vécu de périodes de chômage (34 % contre 40 %) de par leurs temps de travail plus fréquents (44 % contre 40 %).

Tableau 1 • Quelques indicateurs sur la Génération 2010 en PACA et en France

	PACA (en %)	France (en %)
Non-diplômés	20	17
CAP-BEP	15	14
<i>Dont CAP-BEP tertiaire</i>	8	7
<i>Dont CAP-BEP industriel</i>	7	7
Bacheliers	30	29
<i>Dont bac professionnel tertiaire</i>	8	8
<i>Dont bac professionnel industriel</i>	5	6
<i>Dont bac technologique</i>	7	6
<i>Dont bac général</i>	11	9
Bac + 2, bac + 2/3 santé et social	12	15
Bac + 3 hors santé et social, bac + 4	6	8
Bac + 5 et plus	17	17
Ensemble	100	100
Après la classe de 3 ^e , ils ont suivi une seconde générale ou technologique	33	28
Après la classe de 3 ^e , ils ont suivi une seconde professionnelle en apprentissage	1	1
Après la classe de 3 ^e , ils ont suivi une seconde professionnelle par voie scolaire	5	5
Après la classe de 3 ^e , ils ont suivi une première année de CAP ou BEP en apprentissage	21	19
Après la classe de 3 ^e , ils ont suivi une première année de CAP ou BEP par voie scolaire	40	47
Ensemble	100	100
Femmes	50	49
Lorsque le jeune a quitté le système éducatif, son père était ouvrier	19	23
Lorsque le jeune a quitté le système éducatif, son père était cadre ou assimilé	22	21
Les deux parents sont nés en France	64	75
Les deux parents sont nés à l'étranger	17	13

Champ : ensemble de la Génération, 55 100 individus en PACA, 708 000 en France.

Source : Céreq – Enquête Génération 2010.

1.2. Des trajectoires d'insertion professionnelle plus chaotiques

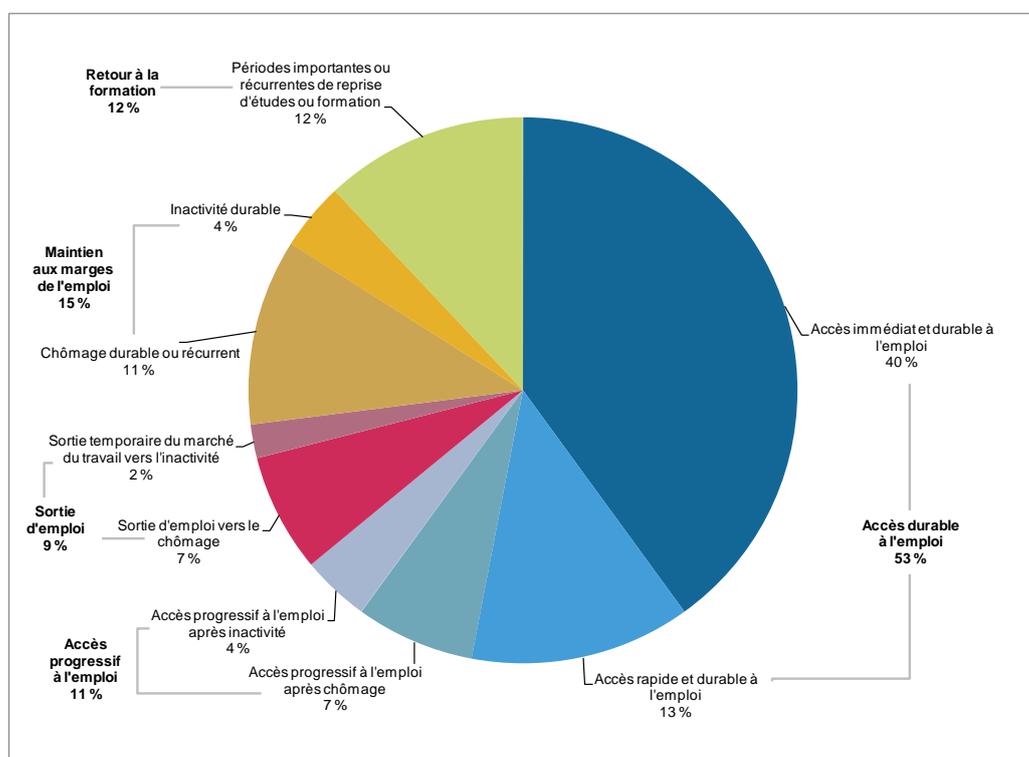
À l'instar des analyses d'insertion de la Génération 2010 réalisée au niveau national, nous avons pris le parti d'observer l'insertion en région à travers les neuf trajectoires types identifiées par le Céreq.

Les trajectoires d'insertion professionnelle apparaissent plus chaotiques en PACA qu'en France, notamment pour les enfants d'employé et d'ouvrier et les jeunes issus de l'immigration. Plus précisément, en région, 67 % des enfants de cadre accèdent de façon durable à l'emploi, contre seulement 47 % des enfants d'employé ou d'ouvrier (soit un écart de 20 points). Les jeunes issus de l'immigration se retrouvent, quant à eux, plus souvent en marge de l'emploi (20 %) que les enfants d'employé et d'ouvrier (16 %) ou les enfants de cadre (3 %).

Ces premiers éléments nous incitent à regarder plus attentivement les écarts de parcours entre deux groupes de trajectoires (cf. graphique 1) :

les trajectoires d'accès durable ou progressif dans l'emploi (quatre trajectoires regroupées en deux) ;
 les trajectoires d'accès non durables dans l'emploi (cinq trajectoires regroupées en trois).

Graphique 1 • Les neuf trajectoires d'entrée dans la vie active en PACA



Champ : ensemble de la Génération, 55 100 individus en PACA. Source : Céreq – Enquête Génération 2010 en PACA – Traitement ORM.

Ce premier groupe **d'accès durable ou progressif à l'emploi** rassemble deux catégories : les trajectoires d'accès durable à l'emploi ainsi que les trajectoires d'accès progressif à l'emploi, après de l'inactivité ou du chômage. En PACA, 64 % des jeunes de la Génération 2010 s'inscrivent dans ces deux catégories, contre 68 % en France.

- La trajectoire d'accès durable à l'emploi concerne 53 % des jeunes de la Génération 2010 en PACA. Elle comprend ceux pour qui l'accès durable est immédiat, c'est-à-dire moins d'un mois (40 %) et ceux pour lesquels il est rapide, c'est-à-dire qui n'a pris que quelques mois (13 %). Ces jeunes

connaissent peu de périodes chômage au cours des trois premières années (mais ils n'en sont toutefois pas épargnés).

En PACA, la proportion de jeunes s'inscrivant dans un accès durable et immédiat à l'emploi est plus faible qu'en France (respectivement 40 % et 44 %).

- *La trajectoire d'accès progressif à l'emploi* regroupe 11 % des jeunes. Ils accèdent plus lentement à l'emploi, après une période soit de chômage (7 %), soit d'inactivité (4 %). Ces proportions sont identiques en PACA et en France.

Le deuxième groupe de **trajectoires d'emploi non durable** se décline en trois catégories de trajectoires : *les sorties de l'emploi*, vers le chômage ou l'inactivité, *le maintien aux marges de l'emploi* par un chômage récurrent ou une inactivité durable et *les reprises d'études ou de formation* importantes. En PACA, 36 % des jeunes s'inscrivent dans ce groupe contre 32 % en France.

- *La trajectoire de sortie de l'emploi* concerne 9 % des jeunes. Cette sortie de l'emploi est plus généralement tournée vers le chômage (7 %) que vers l'inactivité (2 %). Ces proportions sont proches de celles de la France.

- *La trajectoire de maintien aux marges de l'emploi* rassemble 15 % de la génération. Dans tous les cas, le chômage domine, soit de façon récurrente avec des entrées-sorties de l'emploi fréquentes, soit de façon durable (11 %). Il s'agit un peu plus rarement d'inactivité durable (4 %). Ces proportions sont proches de celles de la France.

- *La trajectoire de retour à la formation* regroupe quant à elle 12 % des jeunes. Après avoir mis fin à leurs études en 2010 et un passage plus ou moins long en emploi ou en recherche d'emploi, certains reprennent des études ou s'engagent dans une formation durable. Ces proportions sont proches de celles de la France.

Les situations professionnelles des jeunes inscrits dans ces trajectoires non durables diffèrent en fonction du niveau de diplôme. Les diplômés du secondaire et du supérieur sont généralement inscrits dans un parcours d'alternance de périodes d'emploi et de chômage ou dans un parcours de reprises d'étude ou de formation. Ils sont environ un quart à être réellement en marge de l'emploi. *A contrario*, pratiquement six non-diplômés sur dix s'enlisent dans des situations d'éloignement de l'emploi.

2. Zoom sur les trajectoires d'emploi non durables

Dans cette seconde partie, on se concentre sur l'échantillon des personnes qui ne sont pas en situation d'emploi durable et progressif au cours des trois années d'insertion (même si certains ont connu des situations d'emploi sur le même laps de temps).

On fait ici l'hypothèse que les jeunes les plus en difficulté sont *a priori* les moins diplômés et donc que ces derniers pourraient constituer une bonne part de notre échantillon ; la proportion des non-diplômés étant plus importante en PACA qu'en France (20 % pour 17 %). Or, on constate que les non-diplômés de la région ne sont pas plus souvent inscrits dans les trajectoires d'emploi non durable comparativement au niveau national (33 % dans les deux cas).

Dans ses travaux sur le suivi de la Génération 1998 au-delà des trois ans (*Bref*, n° 206, mars 2004 et mémoire de Master 2, juin 2010), Virginie Mora souligne que les jeunes en marge de l'emploi ne sont pas uniquement des non-diplômés. Ses résultats montrent qu'un tiers de ces jeunes possède un

niveau bac et plus. Elle souligne aussi que, si le processus d'insertion professionnelle paraît grippé dans les trois premières années de vie active, au fil des ans ces jeunes voient leurs périodes de chômage se réduire. Au terme des dix ans d'observation, très peu demeurent inactifs. Pour les jeunes en marge de l'emploi, le processus d'insertion est donc plus long, mais pas impossible.

Parallèlement, elle explique que d'autres facteurs (hors spécialités de formation et diplômes) interviennent dans le parcours d'insertion. Par exemple, l'échec aux examens, la sortie du système scolaire intervenue après une expérience négative, le chômage du père ou son décès... influencent les parcours professionnels.

L'enquête Génération 2010 à trois ans ne permet pas encore de décrire de telles situations sur une période d'observation aussi longue. Pour autant, l'analyse des profils des jeunes et des déterminants qui font qu'ils s'inscrivent ou non dans les trajectoires d'emploi non durable nous permettra sans doute de mieux cerner les raisons qui les amènent à se retrouver dans ces trajectoires et d'identifier les spécificités régionales.

Plusieurs modèles de régression logistique construits avec les mêmes variables explicatives, ont été mis en œuvre de façon à identifier et mesurer l'impact de ces variables sur la probabilité de s'inscrire ou non dans des trajectoires non durables, en raisonnant toutes choses égales par ailleurs. Deux modèles ont ainsi été testés pour lesquels seules les variables dépendantes¹ diffèrent pour chacune des déclinaisons : un modèle explicatif au niveau régional et un au niveau national (avec la variable région PACA en plus).

Ces modèles permettent d'étudier les effets de chaque variable, mais aussi l'effet engendré par l'interaction² entre certaines de ces variables.

2.1. Les femmes et les non-diplômés plus pénalisés

En PACA comme en France, la probabilité d'intégrer un parcours non durable est plus élevée pour les femmes que pour les hommes. Cependant, cette inégalité est plus élevée en région.

Toujours en PACA comme en France, la probabilité d'intégrer un parcours non durable baisse dès l'obtention d'un diplôme du secondaire et plus encore si ce diplôme est du supérieur. Cette inégalité est plus accentuée en France.

¹ Les variables dépendantes ont été choisies en fonction de leur pertinence, de l'effet significatif et de l'interaction entre elles.

² L'interaction entre ces variables n'était pas assez importante pour exclure l'une ou l'autre du modèle mais était suffisante pour être prise en compte dans l'interprétation des modèles.

Tableau 2 • Régression logistique analysant les facteurs explicatifs de la probabilité de suivre un parcours de type « non durable » en PACA et en France

	Modèle au niveau régional		Modèle au niveau national	
	Rapport de probabilité avec la modalité de référence (Exp (B))	Significativité	Rapport de probabilité avec la modalité de référence (Exp (B))	Significativité
<i>Sexe de l'individu (réf. = homme)</i>		***		***
Femme	1,5	***	1,3	***
<i>Diplôme de l'individu (réf. = diplôme du supérieur)</i>		***		***
Non-diplômé	5,4	***	7,7	***
Diplômé du secondaire	2,1	***	2,4	***
<i>CSP du père (réf. = Cadre)</i>		***		***
Ouvrier	1,4	***	1,1	***
Employé	1,2	***	1,2	***
Artisan	1,0	ns	0,9	*
Agriculteur	0,8	***	0,7	***
Technicien	1,0	ns	1,1	***
NSP	1,4	***	1,6	***
<i>Nationalité des parents (réf. = au moins un des parents est français)</i>		***		***
Deux parents étrangers	1,5	***	1,2	***
<i>Région de fin de formation initiale (réf. = toutes régions sauf PACA)</i>				***
Région PACA			1,2	***

***p<0,001. * p<0,05. Ns=non significatif. Source : Céreq – Enquête Génération 2010 – Traitement ORM.

2.2. L'intérêt de prendre en compte des interactions entre les facteurs sexe et diplôme

Les femmes font en moyenne plus d'études que les hommes. En région PACA, 41 % des femmes de la Génération sont diplômées du secondaire contre seulement 29 % des hommes. 25 % des hommes sont non diplômés contre 15 % des femmes. Cet écart s'observe aussi au niveau national.

Un effet significatif de l'interaction entre les variables sexe et diplôme sur la probabilité de suivre un parcours de type non durable est constaté en PACA et en France. Pour étudier l'effet de cette interaction, une variable croisant les deux variables diplômes et sexe a été intégrée aux modèles.

Tableau 3 • Probabilité de suivre un parcours de type non durable en PACA et en France selon le genre et le niveau de diplôme

	Part en PACA (en %)	Part en France (en %)
Homme diplômé du supérieur	15	18
Femme diplômée du supérieur	20	22
Homme diplômé du secondaire	23	22
Femme diplômée du secondaire	22	21
Homme non diplômé	13	11
Femme non diplômée	7	6

Source : Céreq – Enquête Génération 2010 – Traitement ORM.

L'effet du diplôme prime sur l'effet du sexe. Que l'on soit un homme ou une femme, la probabilité de suivre un parcours non durable se réduit avec l'augmentation du niveau de diplôme, et ce en PACA comme en France.

Pour un même niveau de diplôme, la probabilité d'intégrer un parcours non durable est supérieure pour les femmes en PACA comme en France, mais cet écart est plus marqué encore en région.

Régression logistique analysant les facteurs explicatifs de la probabilité de suivre un parcours de type non durable en PACA et en France : utilisation de variables croisées

	Modèle au niveau régional		Modèle au niveau national	
	Rapport de probabilité avec la modalité de référence (Exp (B))	Significativité	Rapport de probabilité avec la modalité de référence (Exp (B))	Significativité
<i>Sexe et diplôme de l'individu (réf. = homme diplômé du supérieur)</i>		***		***
Femme diplômée du supérieur	1,3	***	1,1	***
Homme diplômé du secondaire	1,8	***	2,2	***
Femme diplômée du secondaire	3,0	***	3,0	***
Homme non diplômé	5,0	***	7,0	***
Femme non diplômée	7,6	***	9,6	***
<i>CSP du père (réf. = Cadre)</i>		***		***
Ouvrier	1,4	***	1,1	***
Employé	1,1	***	1,2	***
Artisan	1,0	ns	0,9	*
Agriculteur	0,8	***	0,7	***
Technicien	1,0	ns	1,1	***
NSP	1,4	***	1,6	***
<i>Nationalité des parents (réf. = au moins un des parents est français)</i>		***		***
Deux parents étrangers	1,5	***	1,2	***
<i>Région de fin de formation initiale (réf. = toutes régions sauf PACA)</i>				***
Région PACA			1,2	***

***p<0,001. * p<0,05. Ns=non significatif. Source : Céreq – Enquête Génération 2010 – Traitement ORM.

2.3. Le diplôme est le premier facteur d'influence dans les trajectoires

Dans les trajectoires d'emploi non durable, les effectifs sont majoritairement constitués de personnes diplômées ; seul un tiers des jeunes est sans diplôme. Près de la moitié de l'échantillon possède un diplôme du secondaire. Le reste se compose de diplômés du supérieur.

Les non-diplômés sont principalement des hommes alors que les diplômés du secondaire et du supérieur sont essentiellement des femmes. Le groupe étudié ici est donc majoritairement composé de femmes (53 %).

Le premier élément observé montre que moins on est diplômé, plus on s'expose aux possibilités d'être inscrit dans l'un des trois parcours d'emploi non durable. En PACA, un jeune non diplômé encoure cinq fois plus de risque d'être en emploi non durable sur les trois premières années de sa vie

professionnelle qu'un jeune diplômé du supérieur. Être diplômé du secondaire accentue cette menace par rapport aux diplômés du supérieur, mais dans une moindre mesure (trois fois plus). On peut donc dire que, pour les hommes comme pour les femmes, le diplôme accroît les chances d'éviter les trajectoires non durables à l'emploi.

Effet de structure ?

Dans la Génération 2010, la part de non-diplômés en région PACA est plus importante qu'en France (tableau 1). Or, dans les trajectoires d'emploi non durable, cette proportion est identique en PACA et en France (33 %) alors que l'on pouvait s'attendre à une part plus élevée.

On s'est naturellement posé la question de savoir s'il n'y avait pas un effet de structure par rapport à la variable diplôme. On a donc appliqué la structure des diplômés de la France à la population de PACA dans les parcours d'emploi non durable.

Il s'avère qu'à structure de population égale, la part des personnes non diplômées dans ces parcours d'emploi est inférieure à celle observée au niveau national. L'hypothèse de départ qu'en PACA, la part des non-diplômés est plus élevée est ainsi confirmée.

En la matière, les chances des femmes sont plus minces. Par exemple, une femme diplômée du secondaire encoure 1,7 fois plus de risque qu'un homme d'être dans des parcours non durables. D'une façon générale, quel que soit le diplôme, le sexe est une caractéristique défavorable même si son influence est moindre dans le parcours que celle de la variable diplôme. On s'aperçoit aussi que les effets de ces deux variables se cumulent : ne posséder aucun diplôme est un facteur aggravant les difficultés d'insertion ; celles-ci elles-mêmes intensifiées dans le cas des femmes.

Enfin, dans les trajectoires d'emploi durable ou progressif, la part des apprentis est importante (25 % pour 21 % sur l'ensemble de la Génération 2010). La formation par l'apprentissage est très propice pour trouver un emploi stable, pour les femmes comme pour les hommes. Cette distinction de conditions d'insertion ne s'explique pas par une présence plus forte des hommes dans l'apprentissage. C'est le fait de passer par cette voie de formation (diplôme obtenu ou pas) qui facilite un parcours d'insertion durable.

Les travaux sur les précédentes enquêtes Génération (1998 et 2004) avaient déjà signalé qu'en région, les femmes subissaient plus souvent que les hommes des conditions de vie précaires, bien qu'elles soient plus diplômées que leurs homologues masculins. Elles étaient par ailleurs plus enclines à se faire accompagner lorsqu'elles vivaient de telles situations, s'appuyant le plus souvent sur des relais tels que Pôle-emploi ou les missions locales.

Plusieurs études régionales sur les jeunes qui se présentent pour la première fois dans une mission locale corroborent ces informations (Reveille-Dongradi, 2008 et 2010). Bien que plus diplômées que les hommes, les femmes sollicitent davantage les missions locales. Leur formation plus généraliste, ou professionnelle mais concentrée sur un nombre restreint de spécialités à caractère transversal, ne leur permet pas d'être rapidement opérationnelles sur le marché du travail. Pour elles, la solution est plutôt de retourner en formation, alors que les hommes recherchent directement un emploi. L'absence de revenus durant cette période de professionnalisation constitue le premier risque de précarisation.

Une deuxième période de précarisation apparaît au moment de la recherche d'emploi. Le retour en formation, plus fréquent pour les femmes, permet de compenser leur manque de professionnalisation mais implique un accès au premier emploi plus tardif que pour les garçons. Leur insertion sur le marché du travail devient moins aisée. En concurrence avec les hommes sur des métiers « mixtes », elles s'affrontent aussi entre-elles sur les métiers typiquement féminins. En

outre, leur palette de formations assez restreinte accentue les risques de vivre des périodes de chômage plus longues.

Enfin, les situations d'emploi peuvent devenir un troisième temps de précarisation. Là encore, les enquêtes Génération soulignent que les jeunes femmes sont embauchées sous statut plus précaire que leurs homologues masculins. Contrats aidés et temps partiel leurs sont souvent dévolus. De surcroît, à poste égal, les salaires des jeunes femmes sont moins élevés que ceux des jeunes hommes.

2.4. Être non-diplômé est moins discriminant en PACA qu'en France, être une femme l'est plus

Le fait de rechercher un emploi en PACA n'est pas neutre en matière d'insertion professionnelle. Le marché du travail y est plus concurrentiel pour les jeunes, comme pour les adultes. Même si la région est aujourd'hui moins attractive qu'avant, les moins diplômés en fin de scolarisation sont ainsi nombreux à se retrouver sur le marché du travail local (contrairement aux plus diplômés, à large mobilité géographique), ce qui peut être l'une des raisons de la plus grande ampleur des difficultés d'insertion.

Les jeunes qui ont terminé leurs études en région s'exposent ainsi 1,2 fois plus qu'en France aux menaces d'intégrer un parcours d'emploi non durable. Il convient donc de rechercher les déterminants régionaux qui compliquent les trajectoires.

En PACA comme en France, un tiers des jeunes qui suivent des trajectoires non durables n'ont aucun diplôme, près de la moitié sont diplômés du secondaire, le reste étant diplômé du supérieur. Les non-diplômés sont principalement des hommes alors que les diplômés du secondaire et du supérieur sont essentiellement des femmes.

Si le groupe étudié en région est majoritairement composé de femmes (53 %), ce n'est pas le cas en France où l'on observe une parité hommes-femmes.

En région, l'absence de diplôme est un moindre handicap qu'en France et ce, pour les hommes comme pour les femmes car plusieurs secteurs importants accueillent toujours un public non qualifié, comme le *commerce*, l'*administration publique*, la *construction*, l'*hébergement médico-social et l'action sociale*, les *activités de services administratifs et de soutien*. Pour les primo-arrivants sur le marché du travail, on peut y ajouter l'*hôtellerie-restauration* et les *services à la personne*.

Le diplôme demeure un atout majeur contre le chômage, même en PACA. L'augmentation de l'offre de diplômés sur le marché du travail intensifie néanmoins les risques de déclassement des bacheliers et même des diplômés du supérieur, qu'il soit effectif ou ressenti. Les débats sur le déclassement alertent sur une possible remise en cause de la valeur de ces diplômes (Duru-Bellat, 2006).

Les inégalités femmes-hommes en matière d'emploi sont plus discriminantes en région, quel que soit le niveau de diplôme. Par exemple, les diplômées du secondaire de la région ont 1,7 fois plus de risque que les garçons du même niveau de suivre un parcours d'emploi non durable. Cette menace se limite à 1,4 au niveau national.

2.5. L'origine et le milieu social influencent aussi la nature de la trajectoire d'emploi

Les faibles effectifs ne nous permettent pas de commenter directement les résultats sur l'origine sociale des jeunes inscrits dans les trajectoires non durables. En revanche, le modèle logistique montre que les enfants issus d'un milieu social favorisé sont mieux protégés des parcours non durables, à niveau de formation donné. Plus précisément, les enfants d'ouvrier sont davantage impactés que les enfants d'employé, eux-mêmes plus impactés que les enfants de cadre (le rapport de probabilité ouvrier/cadre est de 1,4). On remarquera toutefois que les enfants d'agriculteurs (relativement peu nombreux en PACA) sont moins exposés aux difficultés d'insertion dans l'emploi que ceux des autres milieux sociaux (même ceux des familles de cadres).

La part des enfants d'ouvrier qui suivent des trajectoires non durables est moindre en PACA (22 % contre 28 % en France) en lien avec la répartition socioprofessionnelle de la région très estampillée métiers du tertiaire. Être enfant de cadre en PACA protège plus des parcours non durables qu'en France. *A contrario*, être enfant d'ouvrier est un facteur défavorable comparativement aux enfants d'employé. Cette distinction famille d'ouvrier/famille d'employé ne s'observe pas en France.

S'agissant de l'origine, la part des jeunes dont les deux parents sont nés en France est plus réduite parmi les personnes subissant des parcours d'emploi non durable (57 %) comparativement à l'ensemble de la Génération 2010 en PACA (64 %). L'origine interfère négativement sur la situation d'emploi durant les premières années d'insertion. Ainsi, un enfant dont les deux parents sont nés à l'étranger est plus menacé qu'un enfant ayant au moins un parent né en France, qu'il soit non diplômé ou diplômé du secondaire. Cela n'est plus le cas pour les diplômés du supérieur dont les deux parents sont nés à l'étranger : ils ont moins de risque de se retrouver dans des trajectoires non durables.

Selon le diplôme obtenu, les écarts en faveur de la France s'étendent de 11 points pour les non-diplômés à 15 points pour les diplômés du supérieur. L'origine apparaît plus discriminante en PACA : un jeune dont les deux parents sont nés à l'étranger est 1,5 fois plus exposé aux risques de trajectoire d'emploi non durable en PACA, il n'est que de 1,2 en France.

2.6. Un cheminement difficile pour accéder à l'emploi... et y rester

Durant le parcours d'insertion professionnelle, un quart des effectifs inscrits dans ces trajectoires n'a jamais connu de période d'emploi en PACA comme en France. Parmi ceux qui ont travaillé, plus des deux tiers n'ont eu qu'un ou deux emplois au cours des trois ans. La moitié des demandeurs d'emploi a connu plusieurs périodes de chômage ; quatre sur dix n'ont été inscrits qu'une seule fois.

La moitié des demandeurs d'emploi a connu plusieurs périodes de chômage ; quatre sur dix n'ont été inscrits qu'une seule fois. Les femmes connaissent globalement des périodes de chômage plus courtes que celles des hommes : 36 % d'entre elles ont cumulé moins d'un an de chômage sur les trois ans, contre 29 % pour les hommes.

Trois ans après la sortie du système éducatif, quand ils sont en emploi, 67 % le sont pour une durée déterminée. Ils ont signé soit un CDD soit un contrat aidé, ce qui n'est le cas que pour 41 % de l'ensemble de la Génération 2010. Les dispositifs d'aide à l'emploi visant en priorité les moins de 25 ans en difficulté d'insertion professionnelle semblent impulser l'embauche du public observé ici : 17 % sont en contrats aidés contre 11 % pour l'ensemble de la génération (*cf.* l'encadré sur les emplois d'avenir en PACA ci-après).

Si les non-diplômés sont pour les trois quarts en emploi à durée déterminée (EDD), seuls deux tiers des diplômés du secondaire sont dans ce cas au bout de ces trois ans.

30 % sont encore sur des postes à temps partiel (pour 19 % de l'ensemble de la génération). Pour autant, ils semblent s'insérer dans les mêmes secteurs que l'ensemble de la génération (mais apparemment pas sur les mêmes postes), à savoir : *Commerce de gros et de détail, transports hébergement et restauration* ou *Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale*, secteurs traditionnels d'accueil des moins de 25 ans.

En PACA, sept jeunes sur dix en situation d'emploi non durable sont au final actifs, à part égale entre emploi et chômage ; deux sur dix en reprise d'études ou en formation et un sur dix est inactif (même répartition qu'en France).

Si globalement, les conditions d'emploi (statut, temps partiel, secteurs) sont similaires en PACA et en France, on note une spécificité régionale sur les contrats aidés. La part de ces contrats passe du simple au double entre l'ensemble de la Génération et les jeunes en difficulté d'insertion (respectivement 8 % pour 16 %). Globalement, les jeunes sont plus nombreux à être signataires d'un contrat aidé en région PACA.

Cela était déjà le cas pour la Génération 1998, pour laquelle la proportion d'emplois aidés en PACA était bien plus importante qu'en France (35 % contre 26 %) boostée par le dispositif *nouveaux services-emplois jeunes* particulièrement prisé en région (41 % en PACA de l'ensemble des emplois aidés contre 38 % en France).

Le public des jeunes s'inscrivant dans les trois parcours d'emploi non durable correspond au public prioritairement visé par les politiques d'emploi des jeunes. On sait que parmi les 121 000 jeunes en contact avec les missions locales de la région, près de 67 % ont suivi une formation de niveau V (type CAP-BEP, validé ou non) ou infra V (non-diplômés infra CAP-BEP, brevet des collèges, classe de 3^e). De même, la région PACA concentre 48 zones urbaines sensibles (ZUS) dont 60 % dans les Bouches-du-Rhône. Les habitants de ces ZUS représentent 15 % de la demande d'emploi (données de juin 2013).

Dans ce contexte régional 2013, *la Direccte* et *la Région* se sont mobilisées ensemble pour améliorer la situation d'insertion de ces jeunes en couplant les actions menant à un emploi durable à des actions de construction de parcours de formation. Les aides à la formation ont ainsi été ciblées sur les formations qualifiantes. Les aides envers le secteur privé ont été conditionnées au fil du temps à l'embauche de jeunes en CDI.

Il est donc opportun de s'intéresser à la mise en place du dispositif « emploi d'avenir » en PACA et d'en réaliser un premier bilan régional trois ans après.

Les emplois d'avenir en région PACA

La loi du 16 octobre 2012 portant la création des emplois d'avenir (EAV), a pour ambition de « faciliter l'insertion professionnelle et l'accès à la qualification des jeunes de 16 à 25 ans sans emploi, sans qualification ou peu qualifiés et rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi ».

En juin 2013, plus de 2 000 jeunes ont été embauchés ; l'objectif régional de fin 2013 étant de dépasser la barre des 7 700 embauches.

85 % des jeunes ayant signé un contrat EAV possédaient un niveau V ou infra V. Plus du quart des jeunes EAV étaient issus de zones urbaines sensibles (ZUS ou ZRR).

79 % des contrats signés étaient des CDI ou des CDD de trois ans. La quasi-totalité était des temps plein. Plus de la moitié des employeurs étaient des associations. Suivaient ensuite les communes.

Au 31 décembre 2015, 18 000 contrats ont été signés en PACA (dont 3 600 renouvellements de contrats). Les associations rassemblent 40 % des employeurs ; le secteur privé 22 % et les communes 17 %.

Un quart des contrats sont des CDI. Parmi les CDD, 56 % sont contractés pour une durée d'un an et un tiers pour trois ans.

Il y a une égalité parfaite entre hommes et femmes dans les embauches mais imparfaite si on distingue le secteur marchand du secteur non-marchand (respectivement 65 % et 46 % d'hommes).

78 % des jeunes recrutées sont de niveau V ou infra V conformément aux attendus.

Neuf jeunes sur 10 étaient en situation de non-emploi avant la signature du contrat mais seul 1 % touchait le RSA.

Les cinq premiers groupes de métier des jeunes embauchés (par ordre décroissant) :

- **pour les hommes** : éducation en activités sportives, maintenance des bâtiments et locaux, mécanique automobile, entretien des espaces verts, animation de loisirs auprès d'enfants et d'adolescents ;
- **pour les femmes** : assistance auprès d'enfants, animation de loisirs, personnel polyvalent des services hospitaliers, nettoyage des locaux, assistance auprès d'adultes.

Les plus gros effectifs de sortants du dispositif seront enregistrés aux troisième et quatrième trimestres 2016.

Synthèse de documents présentés dans le cadre de la commission emplois d'avenir du Comité de coordination régional de l'emploi et de la formation professionnelle (CCREFP). Source : ASP – Base emplois d'avenir 2013 à 2015 – Traitement ORM.

Les premiers résultats à retenir de cette étude sont que, comme on pouvait s'y attendre, le diplôme accroît les chances d'éviter les trajectoires non durables à l'emploi en PACA comme en France. Être une femme est globalement discriminant, même si l'influence de la variable sexe est moindre dans les parcours non durables que celle de la variable diplôme. En outre, les effets de ces deux variables se cumulent.

Néanmoins, ce propos peut être légèrement atténué. Tout d'abord pour les non-diplômés : être non-diplômés en PACA est moins préjudiciable en matière de parcours d'insertion qu'en France. Pourtant, la probabilité d'intégrer un parcours non durable est plus élevée pour les individus qui ont fini leurs études en PACA que pour les individus qui ont fini leurs études dans toutes les autres régions confondues. Ensuite, on peut tempérer au sein même des différentes trajectoires non durables : si le diplôme protège particulièrement du parcours de maintien en marge de l'emploi, ce n'est pas le cas pour les parcours de sortie d'emploi où le fait d'être une femme est plus discriminant que le diplôme possédé.

Le second groupe de résultats concerne l'origine et le milieu social. En PACA comme en France, la probabilité d'intégrer un parcours non durable est plus élevée pour les enfants d'employé ou d'ouvrier que pour les enfants de cadre. De même, cette probabilité est plus élevée pour les enfants dont les deux parents sont nés à l'étranger que pour les enfants dont au moins l'un des deux parents est né en France.

Là aussi, des nuances apparaissent à la lecture des résultats.

En région PACA, les enfants d'ouvrier sont plus pénalisés dans leurs parcours que les enfants d'employé. Cela n'est pas significativement observable pour la France. Quant à la probabilité d'intégrer un parcours non durable pour les enfants dont les deux parents sont étrangers, cette inégalité est plus élevée en PACA qu'en France.

Enfin, le parcours de formation se distingue des autres car les enfants de cadre et ceux dont au moins un des parents est né en France l'intègrent plus souvent.

Bibliographie

Boisseau I. et Reveille-Dongradi C. (2015), « Quels sont mes métiers que l'on peut exercer sans diplôme en PACA ? », ORM, *En ligne – Question métiers*, n° 8, 2^e édition.

Céreq (2014), *Quand l'école est finie... Premiers pas dans la vie active de la Génération 2010 – Enquête 2013*, Marseille, Céreq.

Dumortier A.-S. et Reveille-Dongradi C. (2015), *Quand l'école est finie en PACA... Premiers pas dans la vie active de la Génération 2010 – Enquête 2013*, ORM, « Études », n° 26.

Dumortier A.-S., Petrovitch A. et Reveille-Dongradi C. (2014), « Diplômes des seniors et des juniors : quelles évolutions dans les métiers en PACA ? », ORM, *En ligne – Question métiers*, n° 4.

Duru-Bellat M. (2006), *L'Inflation scolaire*, éditions du Seuil, collection « La République des idées ».

Inthavong S., Landrier S. (2012), « Les discriminations en question », ORM, *Semestriel* n° 1.

Mora V. (2010), *Parcours de maintien aux marges de l'emploi en période d'insertion*, Université de Provence, Département de Sociologie, mémoire pour le M2 recherche.

Mora V. (2004), « Lorsque le processus d'insertion professionnelle paraît grippé », Céreq, *Bref*, n° 206.

Liaroutzos O. et Reveille-Dongradi C. (2006), *Les Risques de précarités en début de vie active*, ORM, « Mémo », n° 29.

Reveille-Dongradi C. (2012), « Finir ses études en PACA. Trajectoires d'insertion des jeunes entre 2004 et 2007 », ORM, *En Ligne – Note Parcours*, n° 4.

Reveille-Dongradi C. (2010), *Missions locales et crise en PACA : 2008, année de transition ?*, ORM, « Mémo », n° 49.

Reveille-Dongradi C. (2008), *Les jeunes accueillis en mission locale : des formes de fragilité spécifiques à PACA*, ORM, « Mémo », n° 41.

Reveille-Dongradi C. (Dir.) et collectif d'auteurs (2004), *Quand l'école est finie en PACA... Premiers pas dans la vie active de la Génération 98*, ORM, « Études ».

Vignale M., « Mobilités interrégionales de jeunes diplômés du supérieur : qui forme pour qui ? », Céreq, *Bref*, n° 347, juin 2016.